

Marché, éthique, santé

Un présent commun non partagé

Bernard HOURS

*Directeur de recherche à l'Institut de recherche
pour le développement (IRD)
Chargé de conférences à l'École des hautes études
en sciences sociales (EHESS)*

La globalisation présente de multiples facettes et véhicule maintes ambiguïtés et contradictions. Elle constitue pour les sciences sociales un objet d'une extrême pertinence et d'une grande actualité. C'est un phénomène géopolitique post-guerre froide qui concerne les sciences politiques. C'est un phénomène idéologique et culturel qui transforme les visions du monde et les pratiques et représentations des hommes en société. À ce titre, il interpelle l'anthropologue en quête de repères et de continuités, d'unité et de diversité.

L'expérience de forts courants à vocation globalisante ne saurait masquer la présence incontournable de milliards d'hommes plus ou moins situés hors des champs en cours de globalisation parce qu'ils ne sont pas connectés à l'Internet ou qu'ils se situent dans des pays, des régions ou des groupes sociaux périphériques par rapport à un centre qui n'est plus localisé en Occident mais délocalisé en réseaux complexes et interdépendants.

Si, avec le futur proche qu'il engendre, apparaît un présent commun, ses caractères et sa nature ne sauraient se réduire à une lecture apologétique univoque ou à un dénigrement systématique. Pour analyser ce temps de la globalisation, ce moment de l'histoire, que cette même globalisation fait semblant de considérer comme un éternel présent ou une fin de l'histoire, je caractériserai d'abord la globalisation en termes économiques, éthiques et sanitaires, ces trois dimensions constituant l'ossature idéologique du

ensuite à définir le contenu de l'interdépendance produite au niveau global, national, local où de nouvelles articulations politiques sont à construire. J'aborderai enfin les régulations, ou absences de régulations internationales que révèle le développement d'un pouvoir multilatéral, voire global, supra étatique, qui restructure les champs politiques et le champ du politique.

Trois piliers

L'économie de marché mondialisée est, à l'évidence, le pilier le plus explicite d'une production et d'une consommation globalisée. Parce que les échanges sont au cœur de la vie sociale, l'émergence de la marchandise au centre du dispositif est le résultat d'une longue évolution. Qu'elle soit réelle ou virtuelle, alimentaire ou culturelle, matérielle ou symbolique, la marchandise est l'essence de la civilisation qui se met en place sous nos yeux, pour une durée indéterminée, pour le meilleur et pour le pire. Les "lois"

un credo idéologique ou une loi "naturelle", presque comme un principe de civilisation. Si elles ne sont rien de tout cela, elles constituent néanmoins une conviction peu ou prou partagée par ceux des hommes qui décident pour les autres, sans que ces derniers puissent échapper à l'emprise du marché, au-delà de l'anathème et de la subversion. L'emprise du marché est donc un fait avéré, quelles que soient les vertus qu'on lui accorde. La fin de la guerre froide a levé les derniers obstacles à l'écoulement mondialisé du capitalisme marchand comme unique système économique à vocation globale.

Les valeurs éthiques de la morale occidentale démocratique se présentent comme un second pilier

pour penser le global comme légitime. En effet, l'économie de marché est un univers de violence, de concurrence, d'exploitation, d'exclusion, de sélection, de richesses et de misère. Tel est le prix social de la loi du marché lorsqu'elle n'est pas ou insuffisamment régulée. Un tel univers choque la plupart des consciences. C'est pourquoi les valeurs humanitaires, parfois distribuées comme des labels, sont un complément indispensable de la mondialisation économique pour la rendre moralement acceptable. La floraison de références au commerce "équitable", aux investissements "éthiques", est explicite à cet égard. Face aux "lois" du marché universel, il est essentiel et rassurant que soient évoqués des droits

de l'homme universels. Le coût social et humain de la production accélérée des richesses peut ainsi passer pour raisonnable dès lors qu'il serait tempéré par des considérations humanitaires en formes de normes minimales, par exemple pour le travail des enfants. De la même façon que l'action humanitaire s'est développée en bordure des conflits de fin de guerre froide et de leurs séquelles, une exigence éthique globale, une morale universelle dont l'origine occidentale est indiscutable se développe en même temps que l'économie de marché se mondialise. Le consommateur roi (en apparence) dans le marché, l'individu libre de ses choix et opinions de la démocratie à l'occidentale, sont ainsi propo-

sés comme des modèles universels. Les marchés conquièrent des clients, les régimes des citoyens, dans un contexte de libéralisme où la liberté, la flexibilité, le désir immédiat sont des maîtres mots. Le caractère moral de la globalisation, à travers des normes éthiques transnationales, paraît ainsi une composante majeure de sa construction idéologique comme évidence et consensus planétaire virtuel.

L'impératif de santé parfaite, selon l'expression de Lucien Sfez, se présente comme un autre pilier de globalisation culturelle. Il place au centre des inquiétudes collectives et individuelles le corps biologique comme valeur essentielle de l'existence, à préserver, à entre-



"Un univers de violence, de concurrence, de richesses et de misère : tel est le prix social de la loi du marché lorsqu'elle n'est pas ou insuffisamment régulée."

© Max Ernst "La Horde" 1927

tenir, à réparer, à travers des investissements économiques et symboliques aux effets globalisants. La gestion des risques constitue la grande préoccupation des débuts du troisième millénaire. Elle semble tenir lieu de projet civilisateur, la quête de sécurité (alimentaire, sanitaire, écologique) ayant acquis autant d'importance que celle de la liberté d'expression ou de consommation, et allant avec de façon de plus en plus liée. L'énorme marché de la santé qui s'ouvre sera démultiplié par les possibilités ouvertes par la médecine prédictive et le génie génétique, transformant la santé, naguère état, en marchandise. L'introduction des sociétés de santé en bourse en est le signe. L'extension de l'obligation de santé à des sociétés non occidentales est très avancée. Elle s'opère à partir des groupes favorisés dont la consommation est un modèle et une aspiration pour les moins favorisés.

La globalisation doit évidemment, énormément aux technologies de l'information et de la communication qui lui permettent une efficacité symbolique et un impact culturel énorme, en particulier à travers le vecteur que constitue l'Internet. Les normes économiques, morales, sanitaires ainsi répandues déferlent dans le monde et se répandent à travers une toile à la fois souple, mobile et implacable en termes de diffusion de modèles via les consommateurs aisés, jusque dans les pays les plus pauvres. La notion de toile (*Net*) signale bien cette emprise en forme de couverture planétaire, tout à la fois objet de fascination et d'inquiétude. L'interdépendance qui en résulte mérite l'attention car elle remet en question les formes de la souveraineté politique, voire son contenu.

Dépendance ou interdépendance ?

La globalisation économique, morale, sanitaire, produit de l'interdépendance dans tous ces domaines. Les entreprises multinationales ont des stratégies globales. L'action humanitaire interpelle les hommes "sans frontières". Des maladies transmis-

sibles comme le sida appellent des solutions à grande échelle. Il existe désormais des crimes contre l'humanité, comme des maladies contre l'humanité.

Cet éclatement des cadres de références économiques et morales fragilise nécessairement la figure souveraine de l'État national comme responsable des politiques publiques. Les marchés, les valeurs morales, les virus, ne circulent pas avec des visas. Les politiques économiques nationales, les critères moraux qui peuvent peser sur les décisions, les politiques de prévention et de protection contre les maladies nouvelles résultent désormais d'analyses qui dépassent les frontières d'un État en prenant en compte les positions de concurrents ou voisins, l'existence d'une multitude de contraintes nationales, mais aussi multilatérales, plus ou moins partagées avec les autres acteurs politiques nationaux. Le prince d'aujourd'hui, s'il doit demeurer un fin stratège, est néanmoins d'abord soumis à une foule d'arbitrages techniques opérés par des experts. Son pouvoir consiste essentiellement à formuler l'arbitrage final, et à choisir la date, le lieu, et la forme d'information en direction du public. Sur le fond des dossiers, les choix sont de plus en plus relatifs. Cela traduit une interdépendance croissante, démultipliée par l'existence d'entités multinationales comme l'Union européenne. Celle-ci provoque une modification de contenu de la souveraineté qui peut apparaître parfois subsidiaire, dépassant largement la théorie de la subsidiarité. Bien qu'elle demeure comme une référence importante pour les générations actuelles, cette souveraineté devrait continuer à évoluer, voire à diminuer, dès lors que les problèmes globaux exigent des solutions globales.

Le consensus démocratique tel qu'il se forgeait dans la société occidentale du XX^e siècle change. Il semble se déplacer vers le global, sur les questions de civilisation (écologie, OGM¹, peine de mort, etc.) qui provoquent des résultats d'ores et déjà globaux s'adressant virtuellement à une instance globale absente par

défaut. D'où les références à une conscience globale, à la gestion des biens communs de l'humanité, c'est-à-dire à des entités, pour l'heure, virtuelles mais plausibles, largement introduites par les mouvements écologiques.

Ce caractère abstrait d'un certain nombre d'enjeux planétaires fait apparaître à l'inverse l'investissement politique accru au niveau régional et local. Si les citoyens semblent surtout sensibles aux dimensions médiatiques de la politique au plan national, ils paraissent se réinvestir à un certain degré, dans les questions locales dès lors que les décentralisations déplacent certaines décisions. À travers les associations, ou d'autres organisations actives, les enjeux locaux sont plus pertinents et moins dénaturés par les traitements médiatiques qui pèsent sur les questions nationales.

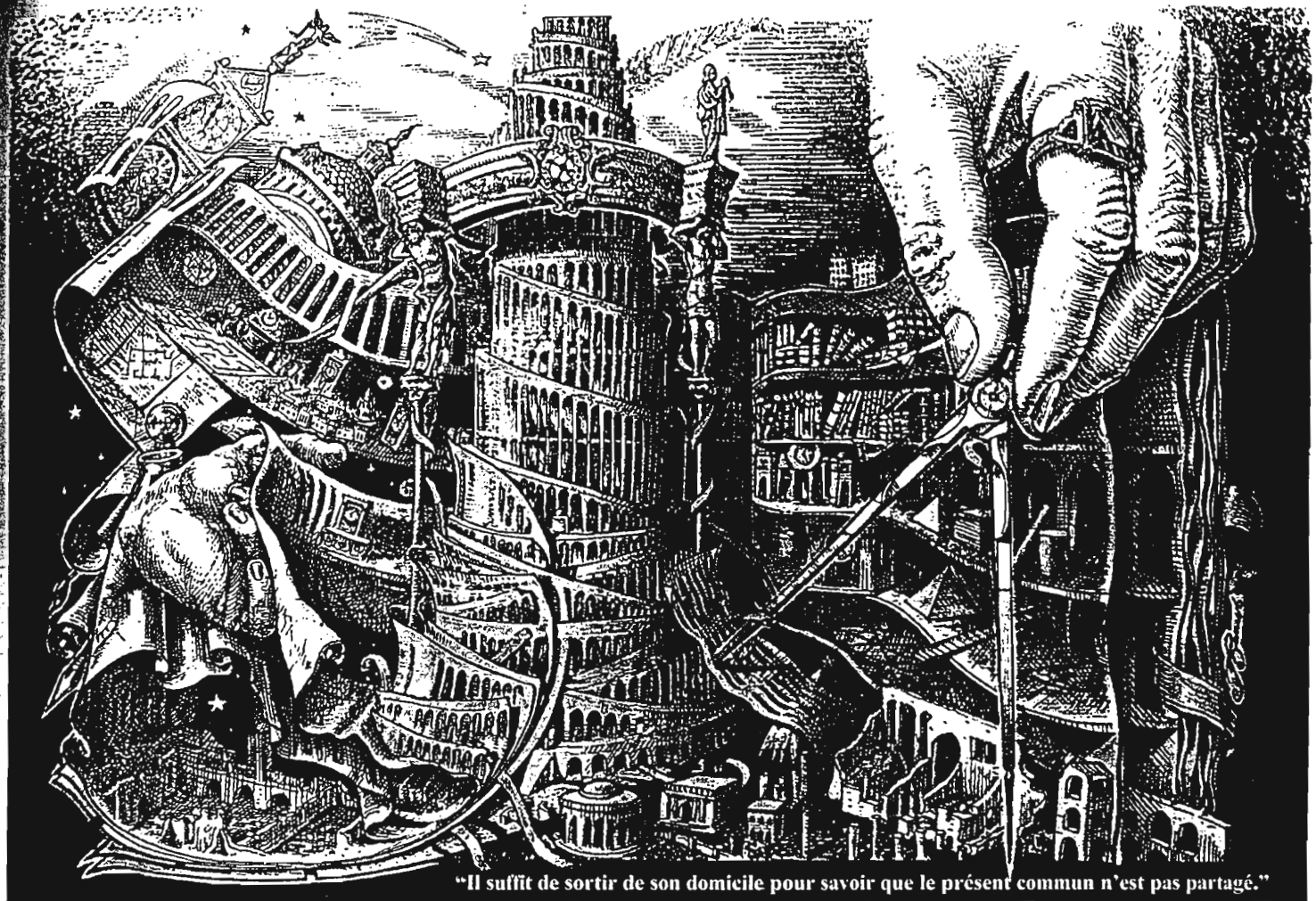
Ainsi, entre un champ politique global et un champ politique régional et local qui se recomposent, le niveau national subit une compression que l'on peut attribuer, en partie, aux déplacements dus à la globalisation. Aux USA et au Canada, pays assez largement "globalisés", la vie locale tient une place qui paraît extrêmement importante (*cf.* la notion de communauté). La souveraineté nationale est aujourd'hui un critère de divisions politiques en France. Que cette souveraineté soit en recul ne fait guère de doute. Cette évolution que l'on doit attribuer aux institutions multilatérales et à la globalisation ne doit pas masquer la question importante qui est celle de la nature de l'interdépendance.

Celle-ci est-elle une dépendance démultipliée ? L'interdépendance est-elle, au contraire, une forme de liberté sous contraintes partagée par contrat ? Pour résoudre cette question un certain nombre d'éléments font défaut. Ils concernent les régulations internationales présentes, possibles ou pensables, sans lesquelles l'interdépendance se réduit nécessairement à la loi du plus fort, c'est-à-dire à une dépendance globalisée.

Champs politiques : vers de nouvelles formulations

Si l'économie de marché capitaliste, l'idéologie humanitaire, la gestion collective des risques sanitaires ou environnementaux nourrissent le processus de globalisation comme phénomène planétaire, l'OMC, le TPI, l'OMS² poursuivent des objectifs propres, respectivement de dérégulation des marchés, de régulation juridique internationale, de régulation sanitaire mondiale. Outre leur fonction d'observatoire, qui est partagée, ces instances disposent de pouvoirs, de mandats, d'instruments fort différents. Si l'on ajoute à ce paysage le fait que l'Organisation des Nations unies joue un rôle éminent dans le maintien de la paix mais que ce rôle est celui d'une caisse de résonance épisodiquement dépourvue de troupes dès que les intérêts des grandes puissances sont en jeu, force est de constater que la globalisation n'a pas produit d'instruments de régulation transnationaux à la mesure des enjeux en présence. Les États continuent de fonctionner dans la logique d'une souveraineté désormais altérée sans que de nouveaux instruments de régulation soient en place, hors de domaines sectoriels et sans enceinte politique globale, autant problématique qu'hypothétique. De tels instruments n'ont aucune raison de naître tant que le principe de la souveraineté des États perdure et tant qu'une entité supranationale – aujourd'hui bien virtuelle – n'est pas reconnue ; rien ne permet d'ailleurs d'en brosser les profils, d'en préciser la nature et le mandat car établir des règles plus ou moins suivies est plus facile que produire une supra-souveraineté qui ne peut qu'apparaître inquiétante voire totalitaire. C'est peut-être ici que la globalisation trouve sa limite, qui est politique. La dépasser suppose la formulation de nouveaux champs politiques, de nouvelles articulations entre le global, le national et le local. Aujourd'hui ce sont les anciennes relations qui perdurent avec de plus en plus de difficultés.

L'absence de contrôle démocratique des instances multilatérales qui font les politiques globales



"Il suffit de sortir de son domicile pour savoir que le présent commun n'est pas partagé."

sera de moins en moins compatible avec la nécessaire transparence des décisions qui influencent la vie d'un nombre croissant d'hommes de la planète. En outre, les États présentent des profils d'une telle diversité, du royaume du Bhoutan aux USA, qu'il apparaît que la souveraineté des États a encore de beaux jours devant elle, même si elle doit progressivement composer avec des blocs régionaux.

Tout se passe donc aujourd'hui comme si la globalisation érodait les souverainetés sans les détruire car elle n'a rien à proposer comme médiation politique à l'État national. La grande faiblesse d'un système capitaliste mondialisé, c'est d'être incapable de proposer un système politique susceptible de concilier le dynamisme du profit et des affaires et la stabilité nécessaire de tout système politique qui suppose un minimum d'équité. Les valeurs politiques sont durables et les valeurs boursières ne sont que fugaces et volatiles.

La globalisation, dont la dynamique initiale est économique, introduit donc un vide politique qu'elle est incapable de combler parce qu'elle n'en a pas la capacité.

Les politiques nationales coordonnées sont encore loin de constituer des solutions à la hauteur des problèmes globalisés. Tout se passe aujourd'hui comme si les phénomènes de globalisation étaient peu contrôlés, par des instances en partie dépassées, ou dépossédées de pouvoirs réels, c'est-à-dire à la remorque des phénomènes.

La suffisance technocratique se double ainsi d'une remarquable impuissance à réguler les phénomènes qu'elle prétend gérer. Le vide de pouvoirs, de responsabilités, est fondamentalement politique. La seule façon de le combler sera politique et, si elle est démocratique, elle émanera des citoyens. Dans l'état actuel du monde cela pourrait néanmoins demander pas mal de temps, durant lequel on peut légitime-

ment s'inquiéter de l'absence de contrôle des effets d'une globalisation sans pilotes, les indices boursiers ne pouvant prétendre représenter qu'eux-mêmes.

* * *

Il suffit de sortir de son domicile pour savoir que le présent commun n'est pas partagé. À l'intérieur d'une même société, les bénéfiques du marché sont mal répartis. Dans l'hémisphère Sud, la pauvreté, nouvelle dénomination du non-développement, augmente. La démocratie peine à s'installer lorsque la course aux profits tourne aux pratiques mafieuses. La santé publique se développe au gré des ressources disponibles, publiques et privées. Le prix des thérapies contre le sida dépend des moyens du client.

Si la seconde moitié du XX^e siècle fut, pour partie, celle des indépendances nationales dans de nombreux pays colonisés, il faut relever aujourd'hui que la dépen-

dance, sous d'autres formes que celles de la tutelle politique, n'a pas reculé. L'interdépendance globale ne constitue certainement pas une libération. Elle révèle de nouvelles formes de dépendance, économique, éthique, sanitaire, dont on ne juge pas ici de savoir si elles constituent un bien ou un mal. Tant qu'aucune instance politique légitime ne sera en mesure de gérer la globalisation comme processus et de contrôler ses effets positifs et négatifs, celle-ci se présentera comme une "bulle spéculative" susceptible d'éclater sous la forme d'un retour brutal à la réalité d'un présent commun non partagé. Tant que les non-actionnaires demeurent largement majoritaires, le présent commun qu'offre la globalisation apparaît comme un leurre relatif. ■

* OGM : organismes génétiquement modifiés.

* Respectivement : Organisation mondiale du commerce, Tribunal pénal international, Organisation mondiale de la santé.

Hours Bernard

Marché, éthique, santé : un présent commun non partagé

In : Accès international : mondialisation et économie.

Brest, 2002 , CUB, 30-33.